

Les épines du rosier 1) Comment la gauche et ses privatisations ont affaibli économiquement la France

Dans un pamphlet qu'Atlantico publie en feuilleton et alors que François Hollande fait figure de favori des sondages, Roland Hureau a souhaité faire le point sur les grandes lignes des politiques passées et à venir des socialistes.

Avec Roland
Hureau

Lire aussi :

- **INTRODUCTION** : [Les épines du rosier \(à quoi s'attendre d'un pouvoir socialiste\)](#)
- **Episode 1** : [Comment la gauche et ses privatisations ont affaibli économiquement la France](#)
- **Episode 2** : [La gauche, l'euro et la préférence française pour le chômage](#)
- **Episode 3** : [La gauche et les calamiteuses 35 heures](#)
- **Episode 4** : [La gauche et sa maladie des dépenses publiques](#)
- **Episode 5** : [La gauche et ses féodalités locales](#)
- **Episode 6** : [Comment la gauche s'est montrée aveugle face au développement de la corruption à l'échelle locale](#)
- **Episode 7** : [Comment la gauche a asphyxié le monde rural sous couvert "d'aménagement du territoire"](#)

La part prise par les gouvernements socialistes dans l'affaiblissement économique de la France au cours des vingt dernières années est considérable.

Faut-il rappeler quelques indicateurs de ce déclin ? La croissance du PIB par habitant est, depuis deux décennies, plus faible que celle de la plupart des autres pays développés, en particulier les États-Unis ; le commerce extérieur, qui était équilibré en 1997 est aujourd'hui déficitaire de 69 milliards d'euros. La part française dans la valeur ajoutée industrielle de l'Union européenne est tombée à 11,1 %, au quatrième rang derrière l'[Allemagne](#) : 25,5 %, le [Royaume-Uni](#) : 14,9 % et l'[Italie](#) : 13 %.

Derrière la sécheresse de ces chiffres **se trouve la persistance d'un volant de chômage dit structurel depuis environ vingt ans, qui signifie concrètement que deux ou trois millions de personnes ont pris peu à peu l'habitude de vivre d'aides sociales**. Elles se sont découragées de chercher du travail. C'est dégradant pour leur dignité, cela alourdit les charges de la nation, cela signifie aussi que le potentiel du pays n'est pas utilisé à plein.

Nous nous garderons cependant de faire un faux procès. **Quelques critiques que l'on porte sur le programme de nationalisations étendu du premier gouvernement Mitterrand en 1981, il n'est pas en cause dans cet affaiblissement**. Les principales sociétés industrielles alors nationalisées (Rhône-Poulenc, Pechiney, Saint-Gobain, Thomson, Usinor-Sacilor) ont été reprivatisées à partir de 1986. Rien ne permet de penser que durant ce séjour dans le giron de l'État, elles aient perdu de leur valeur, au contraire. Pas davantage les banques d'affaires. Les scandales auxquels ont donné lieu des sociétés comme Elf n'ont pas remis en cause leur compétitivité. Nous n'en dirons pas autant du Crédit lyonnais qui, lui, était société publique depuis 1945 et dont la gestion calamiteuse par des administrateurs issus de la gauche a abouti à une faillite retentissante

Mais quand les socialistes sont passés, à partir de 1997, de la nationalisation à la privatisation, ils n'ont plus connu de mesure : d'emblée le gouvernement Jospin (1997-2002) a privatisé plus que ne l'avaient fait les gouvernements Balladur et Juppé (1995-1997). Cette mutation résulte d'abord du changement de l'air du temps ; elle a été facilitée par la baisse d'influence du Parti communiste.

Parmi les privatisations opérées par Jospin, celle scandaleuse de l'Aérospatiale: l'industrie aéronautique, grâce au puissant élan donné par l'État dans les années 1950 et 1960, était un des fleurons de l'industrie française. **Elle a été intégrée au consortium franco-allemand EADS, où l'Allemagne détient 50 % des parts, alors que la France disposait d'au moins 75 % du savoir-faire**. Quelle fut la motivation d'une opération aussi calamiteuse pour notre pays ? Certes le chantage allemand menaçant de s'allier avec British Aerospace exigeait que la France fasse une offre avantageuse, mais l'idée a prévalu chez les principaux dirigeants socialistes que les intérêts nationaux étaient dépassés, que la France devait donner l'exemple de l'esprit européen en partageant généreusement son savoir-faire. L'Allemagne a profité de cette aubaine pour reconstituer son industrie aéronautique, au premier rang au temps de Messerschmitt, et prudemment mise à bas par les Alliés en 1945. Inutile de dire que cette générosité (au mépris des ouvriers français) ne fut pas payée en retour : l'Allemagne n'a jamais consenti à partager de quelque manière ses acquis dans les secteurs où c'était elle, au contraire, qui était en avance.

Autre désastre sectoriel : le nucléaire. Bien que distinct des Verts, le Parti socialiste s'est laissé imprégner au fil des ans par la mentalité écologiste hostile à l'énergie nucléaire. Mais, **comme il n'est pas question que ce parti adopte une attitude radicale, qui serait la seule cohérente, celle du refus du nucléaire, il se contente de demi-mesures, dont certaines furent extrêmement coûteuses.** En 1981, François Mitterrand se contenta de renoncer au projet de centrale de Plogoff qui, pourtant, aurait donné à la Bretagne son autonomie énergétique. Mais, en 1998, Jospin prit une décision bien plus grave, celle d'arrêter le surgénérateur Superphénix de Creys-Malville, prototype industriel de la filière à neutrons rapides. Le démantèlement de ce site, qui avait coûté 6,2 milliards d'euros, s'étalera jusqu'en 2027, et coûtera, lui, 2,5 milliards supplémentaires. C'est aussi ce genre de décision qui contribue à l'affaiblissement de notre capacité industrielle.

La suite demain...